

L'administration Biden s'engage à lutter contre le BDS

05.02.2021

Categories: Antisémitisme, Attaques contre BDS, Droit international

McDonald est temporairement la personne de référence de l'administration Biden sur cette question jusqu'à ce qu'elle nomme un envoyé spécial sur l'antisémitisme.

Rappelons que la définition de l'IHRA a été promue par Israël et ses groupes de pression. Elle a été fortement contestée par les défenseurs des libertés civiles et les organisations palestiniennes et juives qui y voient un prétexte pour diffamer et censurer les partisans des droits des Palestiniens.

En effet, certains des exemples qui accompagnent la définition assimilent les critiques légitimes des politiques et actions du gouvernement israélien à du sectarisme anti-juif. Par exemple, considérer Israël comme une "entreprise raciste", comme l'a fait l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem lorsqu'elle a qualifié Israël de "régime de suprématie juive" qui pratique l'"apartheid", serait qualifié d'antisémitisme selon la définition.

La déclaration de McDonald est un autre indicateur inquiétant que l'administration Biden sera hostile aux discours et aux actions en faveur des droits des Palestiniens. Plusieurs candidats de l'administration Biden ont également exprimé une opposition virulente à BDS lors de leurs auditions de confirmation au Sénat.

Lors de son audition du 19 janvier, le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré que lui et le président Biden étaient "résolument opposés" au BDS. Il a cependant, ajouté : "Nous respectons pleinement et respecterons toujours le droit des Américains, en vertu du Premier amendement, de dire ce qu'ils croient et pensent. Mais nous nous opposons au BDS lui-même".

Lors de son audience de confirmation du 27 janvier, Linda Thomas-Greenfield, la candidate du président Biden au poste d'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, a dénoncé BDS : "Je trouve les actions et l'approche du BDS envers Israël inacceptables", a déclaré Mme Thomas-Greenfield. "Cela frise l'antisémitisme, et il est important qu'ils ne puissent pas avoir une voix aux Nations Unies. J'ai l'intention de travailler très fortement contre cela".

Mais la position la plus troublante à l'égard de BDS a peut-être été exposée par la secrétaire au Trésor Janet Yellen dans une réponse écrite aux questions posées par les sénateurs avant son audience de confirmation.

Le sénateur Mike Crapo, un républicain de l'Idaho, a noté à juste titre que "depuis plus de 40 ans, le département du Trésor a joué un rôle clé dans la lutte contre les efforts internationaux visant à boycotter Israël". Il a ensuite demandé à Yellen : "Si vous êtes confirmé, êtes-vous engagé à combattre les efforts pour boycotter, désinvestir ou sanctionner notre allié Israël ?"

Yellen a répondu que Biden a "mené des efforts pour s'opposer à la délégitimisation d'Israël, que ce soit dans les organisations internationales ou par le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) aux États-Unis". "Je soutiens l'approche du président Biden", a-t-elle ajouté, affirmant qu'elle "travaillerait en tant que secrétaire au Trésor pour s'opposer aux activités BDS dirigées contre Israël".

Cette déclaration de Jellen soulève le spectre de son soutien à une future législation visant à sévir contre les initiatives de la société civile pour boycotter les entreprises et les institutions complices de violations des droits des Palestiniens. Elle contredit non seulement potentiellement le témoignage de Blinken, mais aussi la plate-forme 2020 du Parti démocratique, qui s'oppose aux efforts de BDS à l'ONU "tout en protégeant le droit constitutionnel de nos citoyens à la liberté d'expression".

Ces développements suggèrent que l'opposition rhétorique de Biden au BDS, et plus largement la lutte pour les droits des Palestiniens, sera similaire à l'opposition des administrations Trump et Obama au mouvement - avec l'importante mise en garde de reconnaître la constitutionnalité du boycott des droits des Palestiniens.

"Si l'administration Biden veut sérieusement démanteler l'antisémitisme, elle devrait se concentrer sur la lutte contre les mécanismes de division et de peur qui sont liés au nationalisme blanc et qui alimentent les attaques contre les Juifs parce qu'ils sont juifs", a déclaré à [Mondoweiss](#) Beth Miller, responsable des affaires gouvernementales de Jewish Voice for Peace Action. "Il est vraiment inquiétant d'entendre un représentant de l'administration Biden adopter publiquement la définition de travail controversée de l'IHRA, qui n'a absolument rien à voir avec la sécurité des Juifs et tout à voir avec le fait de réduire au silence et de censurer les Palestiniens. La lutte contre la suprématie blanche et l'antisémitisme est inextricablement liée à la lutte pour la liberté des Palestiniens et nous avons besoin que Biden aide à relier nos communautés, et non à les diviser".

Sources:

<https://electronicintifada.net/blogs/josh-ruebner/biden-officials-pledge-fight-bds>

<https://mondoweiss.net/2021/02/biden-administration-embraces-antisemitism-definition-that-includes-some-criticisms-of-israel/>